

SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'



DELIBERATION 2013 – 014

Autorisation donnée au Centre Interdépartemental de Gestion de mettre en concurrence les sociétés d'assurance

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 26 de la loi n°84-56 du 26 janvier 1984 modifiée portant disposition statutaires relatives à la fonction publique,

Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application du deuxième alinéa de l'article 26 de la loi n°84-56 du 26 janvier 1984 relatif aux contrats d'assurance souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, autorisant la création du syndicat mixte ouvert Autolib',

Vu les statuts du syndicat mixte Autolib',

Le bureau du comité Syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article premier: de s'associer à la mise en concurrence organisée par le CIG de la petite couronne, en vue de la conclusion d'un contrat d'assurance à adhésion facultative couvrant les garanties des risques financiers découlant de la protection des fonctionnaires et agents publics, pour les années 2014 à 2017.

Article deuxième: de solliciter, dans ce cadre, l'étude des garanties suivantes :

Pour les agents affiliés à la CNRACL : décès, accidents de service et maladie professionnelle, maladie ordinaire, maternité, adoption, congés de longue maladie, congé de longue durée, congé pour infirmité de guerre.

Pour les agents affiliés à l'IRCANTEC: décès, accidents de service et maladie professionnelle, maladie ordinaire, maternité, adoption, congés de longue maladie, congé de longue durée, congé pour infirmité de guerre.

Le Président du Syndicat mixte Autolib'
Julien Bargeton

SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'



DELIBERATION 2013 – 014

Autorisation donnée au Centre Interdépartemental de Gestion de mettre en concurrence les sociétés d'assurance

Exposé des motifs :

Actuellement le Syndicat mixte Autolib' ne dispose pas d'assurance pour couvrir les risques statutaires tels que les congés maladie longue durée, les congés maternité, maladie professionnelle, accident du travail, etc.. A ce jour, le syndicat est uniquement assuré pour ses locaux, le matériel et la responsabilité civile.

Dès lors qu'un agent se trouve dans une des situations sus mentionnées, le syndicat prend en charge financièrement ces risques statutaires. Une assurance permettrait de couvrir ces risques et le CIG se propose de les négocier globalement afin de faire bénéficier ses adhérents, de tarifs préférentiels.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Syndicat mixte Autolib'
Julien Bargeton